

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N^o

B
4370 B

Réseau *Navigation*

Service *Service Commercial*

D^{er} N^o

22 Février 1939

OBJET DE LA CONSULTATION

*Art 18 de la Convention. Rapport
Flot. Libre indirecte tarifaire pour
le rétablissement de l'équilibre budgétaire
du Chemin de fer.*

Références :

Observations :

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, Le 21 Février 1939

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX^e

Tél. : TRinité 76.00

2. DIVISION 1

Réf. : 520.16 / 865
39.01



Monsieur le Chef du Service X

Le rapport fait au nom de la Commission des Finances, chargée d'étudier le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1939 (chemins de fer) par M. Eugène FROT, Député, (documents parlementaires - Chambre n° 4449) examine notamment les mesures prises par la S.N.C.F. en 1938 en vue d'améliorer son équilibre budgétaire.

Analysant le régime juridique institué par la Convention du 31 Août 1937 et l'interprétation à donner à l'article 18 de cette Convention, le Rapporteur estime que le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. peut proposer toutes mesures d'ordre strictement tarifaire, même allant à l'encontre de dispositions législatives existantes, si ces mesures rentrent bien dans le cadre de l'article 18, c'est-à-dire si elles s'intègrent dans un plan d'ensemble de rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Posant, par ailleurs, la question de savoir s'il est légitime d'escompter les ressources ou les économies à provenir de mesures dont la réalisation requiert des dispositions législatives ou réglementaires, M. Eugène FROT y répond sur le terrain du droit par

l'affirmative en ce qui concerne les mesures tarifaires; puis, se plaçant sur le terrain des faits, le Rapporteur constate que la S.N.C.F. a procédé d'une manière exactement inverse et que, notamment, elle a pris soin de donner à ses propositions tarifaires concernant la surtaxe voyageurs une forme telle qu'elles puissent être considérées comme ne modifiant pas les droits que certains usagers tiennent de dispositions législatives. Ce scrupule lui paraît superflu pour les raisons antérieurement indiquées.

Je rappelle, à ce sujet, que lorsque le Service Commercial a envisagé la création des frais de gare et de contrôle à percevoir de tout voyageur, quel que soit son titre de circulation, vous m'avez fait connaître, le 20 Mai 1938, qu'à votre avis, la création d'une taxe nouvelle s'ajoutant aux taxes perçues en vertu des tarifs en vigueur et payée intégralement, aussi bien par les voyageurs ordinaires que par ceux qui bénéficient, en vertu de la loi, d'exonération totale ou partielle, ne peut résulter d'une simple disposition tarifaire, le tarif ne pouvant faire échec à la loi.

M. le Directeur Général ayant décidé de passer outre à ces objections, vous m'avez confirmé qu'il y avait lieu de craindre que les voyageurs titulaires de réduction ou de gratuité ~~concedés~~ en vertu de la loi du 29 Octobre 1921, en revendiquant le bénéfice, non seulement sur le prix de transport proprement dit, mais encore sur la perception au titre de frais accessoires, et que nous ne pouvions préjuger à l'avance du sens dans lequel les Tribunaux saisis viendraient à statuer.

.....

En fait, la création des frais de gare et de contrôle, réalisée à la date du 8 Août 1938, n'a donné lieu qu'à un petit nombre de réclamations, notamment de la part des réformés de guerre, et la S.N.C.F. a pu résister sans trop de difficultés aux demandes de suppression ou d'application de taux réduits formulées en faveur de certaines catégories de bénéficiaires.

Sur le principe même de la question, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si l'argumentation de M. Eugène FROT vous paraît en harmonie avec l'esprit et le texte de la Convention du 31 Août 1937, approuvée par décret-loi de la même date.

La question n'a d'ailleurs pas un intérêt purement théorique ou rétrospectif touchant les frais de gare et de contrôle. M. le Directeur Général nous a demandé, en effet, de rechercher s'il ne serait pas possible d'appliquer, sur certaines lignes secondaires exploitées exclusivement par automotrices, une tarification "autobus" sans majorer les bases du tarif général, ce qui reviendrait à ne prévoir que 4 barèmes :

- Tarif général,
- Tarif aller et retour,
- 1/2 tarif (en faveur des diverses catégories désignées par le décret de codification des textes réglementaires concernant la coordination rail-route),
- 1/4 de tarif (pour les réformés de guerre ayant au moins 50% d'invalidité).

*Art. 24 ou avant
50% aux catégories
bénéficiaires*

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE C :



AG^B

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

(2^{ème} Division 1 - 520-16 1865).
39.01

Vous avez bien voulu me signaler le 21 février 2 passages du rapport présenté par M. Eugène FROT, Député, au nom de la Commission des Finances sur le projet de loi portant fixation du budget général de 1939 (Chemin de fer) où se trouve analysée la portée de l'art. 18 de la Convention du 31 juillet 1937.

M. FROT semble bien admettre que cet article donne le droit à la S.N.C.F. de proposer des augmentations ou aménagements de tarifs, en vue d'équilibrer son budget, sans avoir à rechercher si ces propositions vont ou non à l'encontre de dispositions législatives antérieures. Ainsi M. FROT admet comme tout à fait superflu, le scrupule de la S.N.C.F. qui en proposant la taxe de frais de gare et de contrôle a pris soin de donner à cette taxe nouvelle une forme telle qu'elle ne puisse être considérée comme modifiant les droits que certains usagers tiennent de la loi.

M.FROT considère donc que, nonobstant les dispositions législatives, la S.N.C.F. aurait pu imposer aux mutilés de guerre et aux parents rendant visite aux morts de la guerre, des conditions de transport différentes de celles qui sont stipulées par les articles 9 et 10 de la loi du 29 Octobre 1921.

Une telle interprétation de l'art.18 est impossible en ce qui concerne les réductions de frais de transport ou la gratuité accordées par les articles 9 et 10 de la loi du 29 Octobre 1921.

En effet, le décret-loi du 31 août 1937 qui a approuvé la Convention, a expressément stipulé dans son article 26, le maintien des articles 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 29 Octobre 1921.

L'article 18 de la Convention ne peut donc en aucune manière porter atteinte aux droits accordés à certains usagers par ces articles de la loi de 1921.

A juste titre, et non par un scrupule superflu, comme le dit M.FROT, la S.N.C.F., en proposant l'établissement des frais de contrôle et de gare, a eu soin de donner à cette taxe une forme qui permet, sans violer la loi, d'en faire application aux mutilés de guerre et aux parents se rendant sur la tombe des militaires.

Il est possible qu'en fait on puisse prendre par voie de tarifs des mesures contraires à la loi sans qu'il

y ait d'action judiciaire engagée contre le Chemin de fer, et cela se conçoit car lorsque l'intérêt en jeu est minime les usagers ne se soucient pas d'engager un procès. La question serait tout autre en cas de modifications tarifaires importantes et susceptibles d'intéresser les Agences en détaxes.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

T.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau AG^B

Dossier N°

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

PARIS. LE Février 1939

45, rue Saint-Lazare (9^e)

Téléph. : Pigalle 95-85

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

(2^e Division 1 - 520-16 1865).
39.01

1 pièce

Vous avez bien voulu me signaler le 21 février
2 passages du rapport présenté par M. Eugène FROT, Député,
au nom de la Commission des Finances sur le projet de loi
portant fixation du budget général de 1939 (Chemin de fer) où
se trouve analysée la portée de l'art. 18 de la Convention du 31
juillet 1937.

M. FROT semble bien admettre que cet article donne
le droit à la S.N.C.F. de proposer des augmentations ou
aménagement de tarifs, en vue d'équilibrer son budget,
sans avoir à rechercher si ces propositions vont ou non
à l'encontre de dispositions législatives antérieures. Ainsi
M. FROT admet comme tout à fait superflu, le scrupule de
la S.N.C.F. qui en proposant la taxe de frais de gare et
de contrôle a pris soin de donner à cette taxe nouvelle
une forme telle qu'elle ne puisse être considérée comme
modifiant les droits que certains usagers tiennent de la
loi.

M.FROT considère donc que, nonobstant les dispositions législatives, la S.N.C.F. aurait pu imposer aux mutilés de guerre et aux parents rendant visite aux morts de la guerre, des conditions de transport différentes de celles qui sont stipulées par les articles 9 et 10 de la loi du 29 Octobre 1921.

Une telle interprétation de l'art.18 est impossible en ce qui concerne les réductions de frais de transport ou la gratuité accordées par les articles 9 et 10 de la loi du 29 Octobre 1921.

En effet le décret-loi du 31 août 1937 qui a approuvé la Convention, a expressément stipulé dans son article 25, le maintien des articles 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 29 Octobre 1921.

L'article 18 de la Convention ne peut donc en aucune manière porter atteinte aux droits accordés à certains usagers par ces articles de la loi de 1921.

A juste titre, et non par un scrupule superflu, comme le dit M.FROT, la S.N.C.F., en proposant l'établissement des frais de contrôle et de gare, a eu soin de donner à cette taxe une forme qui permet, sans violer la loi, d'en faire application aux mutilés de guerre et aux parents se rendant sur la tombe des militaires.

J'ai d'ailleurs (notamment par ma lettre du 12
Septembre 1938 dont copie est ci-jointe) indiqué à Monsieur

le Secrétaire Général Adjoint (1ère Division) les raisons pour lesquelles, même sous cette forme, l'application de la taxe à cette catégorie d'usagers me paraissait critiquable. Je ne peux que maintenir entièrement mon point de vue à ce sujet.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

The 2nd on base
 and the 3rd on base
 and the 4th on base
 and the 5th on base
 and the 6th on base
 and the 7th on base
 and the 8th on base
 and the 9th on base
 and the 10th on base
 and the 11th on base
 and the 12th on base
 and the 13th on base
 and the 14th on base
 and the 15th on base
 and the 16th on base
 and the 17th on base
 and the 18th on base
 and the 19th on base
 and the 20th on base
 and the 21th on base
 and the 22th on base
 and the 23th on base
 and the 24th on base
 and the 25th on base
 and the 26th on base
 and the 27th on base
 and the 28th on base
 and the 29th on base
 and the 30th on base
 and the 31th on base
 and the 32th on base
 and the 33th on base
 and the 34th on base
 and the 35th on base
 and the 36th on base
 and the 37th on base
 and the 38th on base
 and the 39th on base
 and the 40th on base
 and the 41th on base
 and the 42th on base
 and the 43th on base
 and the 44th on base
 and the 45th on base
 and the 46th on base
 and the 47th on base
 and the 48th on base
 and the 49th on base
 and the 50th on base
 and the 51th on base
 and the 52th on base
 and the 53th on base
 and the 54th on base
 and the 55th on base
 and the 56th on base
 and the 57th on base
 and the 58th on base
 and the 59th on base
 and the 60th on base
 and the 61th on base
 and the 62th on base
 and the 63th on base
 and the 64th on base
 and the 65th on base
 and the 66th on base
 and the 67th on base
 and the 68th on base
 and the 69th on base
 and the 70th on base
 and the 71th on base
 and the 72th on base
 and the 73th on base
 and the 74th on base
 and the 75th on base
 and the 76th on base
 and the 77th on base
 and the 78th on base
 and the 79th on base
 and the 80th on base
 and the 81th on base
 and the 82th on base
 and the 83th on base
 and the 84th on base
 and the 85th on base
 and the 86th on base
 and the 87th on base
 and the 88th on base
 and the 89th on base
 and the 90th on base
 and the 91th on base
 and the 92th on base
 and the 93th on base
 and the 94th on base
 and the 95th on base
 and the 96th on base
 and the 97th on base
 and the 98th on base
 and the 99th on base
 and the 100th on base